



Évaluation par la CSI et le TUAC du Sommet du L20 (Labour 20), de la Déclaration des ministres du Travail et de l'Emploi du G20, et du Communiqué des ministres du Travail et de l'Emploi et des Finances

18 et 19 juillet 2013, Moscou

Résumé

Le Sommet du L20 (Labour 20) s'est tenu à Moscou dans un contexte de prévisions de croissance et d'emploi revues à la baisse, comme en témoignent les estimations conjointes de l'OCDE et de l'OIT relatives au chômage¹ publiées en amont des Réunions ministérielles du G20. Les représentants des syndicats ont pris connaissance des messages généraux du Communiqué conjoint des ministres du Travail et de l'Emploi et des Finances du G20² et de la Déclaration des ministres du Travail et de l'Emploi³ sur la stimulation de la demande globale, les investissements dans l'emploi et les politiques sociales, la protection sociale, les salaires minimum et les négociations collectives afin de « renforcer les liens entre la productivité, les salaires et l'emploi » (point 8.5 du Communiqué conjoint).

Ce changement de ton doit néanmoins être suivi d'engagements fermes et d'une action politique forte lors du Sommet du G20 à Saint-Pétersbourg les 5 et 6 septembre prochains, se traduisant notamment par un plan d'action exhaustif du G20 pour l'emploi. Les dirigeants du G20 doivent saisir cette opportunité pour redonner confiance et espoir aux ménages salariés durement touchés par la crise économique mondiale et souffrant encore des politiques actuelles. Ces messages s'avèrent être en contradiction totale avec les récentes politiques d'austérité et les appels à la déréglementation du marché du travail, encouragés entre autres par la troïka de l'Union européenne. Les représentants du L20 ayant participé aux réunions de consultation entre les partenaires sociaux et les ministres du Travail ont exprimé ces préoccupations et diffusé les messages principaux du L20⁴. Le B20 et le L20 ont également publié une Déclaration conjointe ainsi qu'une lettre à l'attention des ministres, invitant les gouvernements à renforcer l'apprentissage de qualité.

Sommet du L20

Le Sommet⁵ était l'occasion pour les dirigeants syndicaux de rencontrer le vice-ministre russe du Travail, la sherpa russe du G20, le Secrétaire général de l'OCDE ainsi que le Directeur général de l'OIT, M. Guy Ryder. Ce dernier a confirmé qu'il était urgent de prendre des mesures pour lutter

¹<http://www.oecd.org/fr/presse/l-ocde-et-l-oit-appellent-les-ministres-du-travail-du-g20-a-renforcer-la-cooperation.htm>

²<http://en.g20russia.ru/news/20130719/781660747.html> (disponible en anglais et en russe)

³<http://en.g20russia.ru/news/20130719/781654580.html> (disponible en anglais et en russe)

⁴http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/0D/29/document_news.phtml (disponible en anglais uniquement)

⁵http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/0D/41/document_news.phtml (disponible en anglais uniquement)

contre la hausse du chômage et les inégalités, déclarant que le travail informel, le sous-emploi et le travail précaire sont encore aujourd'hui des préoccupations majeures sur le plan international. Cette situation sociale inacceptable risque encore de s'aggraver en raison de l'affaiblissement de la croissance dans les pays BRICS et de sa stagnation, voire de sa chute, dans la plupart des économies industrialisées.

Cette situation entraîne une absence évidente de confiance publique envers les politiques et l'économie. D'après le sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI⁶, 80 % des électeurs des pays du G20 pensent que les gouvernements n'ont pas abordé le problème du chômage efficacement. Cette étude révèle également un soutien important à la position du L20 quant aux politiques actives du marché du travail, à la protection sociale, aux régimes fiscaux justes et progressifs, aux négociations collectives et au dialogue social. Avant que les économies n'atteignent un point de non-retour, les gouvernements du G20 doivent intensifier leurs efforts et œuvrer en faveur d'une croissance verte, solidaire, juste et durable, se détourner des politiques d'austérité et adopter des politiques de renforcement de la demande. Le L20 appelle par conséquent à l'adoption d'un plan d'action du G20 pour l'emploi favorisant l'augmentation des investissements et l'adoption de mesures permettant d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages à faible revenu. Afin de sortir de la crise de l'emploi, le G20, et plus particulièrement le Groupe de travail sur l'emploi (ETF), en collaboration avec le L20, les organisations internationales et le volet financier du G20, doit surveiller les engagements et leur mise en œuvre et diffuser les bonnes pratiques.

Résultats de la Réunion des ministres du Travail et des Finances

Les syndicats internationaux ont accueilli favorablement la Déclaration des ministres du Travail et le Communiqué conjoint des ministres du Travail et des Finances du G20 faisant suite à leur première réunion, mais ont signalé que le chômage et les inégalités avaient atteint des niveaux critiques et exigeaient l'adoption rapide d'un plan d'action pour favoriser les investissements et créer des emplois. Les ministres du Travail ont reconnu que le niveau actuel de croissance était insuffisant pour « favoriser l'emploi et réduire le chômage », et que les questions telles que le « sous-emploi, l'emploi informel et la faible productivité » (point 2 de la Déclaration conjointe) étaient centrales, ce qui représente une première avancée. Le point 8.5, en particulier, marque un changement de ton remarquable et appréciable, en appelant à la mise en œuvre de « politiques relatives au marché du travail et aux investissements sociaux qui appuient la demande globale et réduisent les inégalités » et en prévoyant comme sources de croissance la protection sociale, les salaires minima et les systèmes nationaux de négociation collective. Pourtant, les politiques structurelles adoptées jusqu'à présent par de nombreux gouvernements du G20 démentent ces affirmations.

La Déclaration des ministres du Travail appuie la demande globale (point 9a), mais les ministres des Finances semblent être encore loin de consentir à une reprise centrée sur les personnes. Dans le même temps, l'engagement des ministres à « obtenir une productivité plus élevée et améliorer le niveau de vie des ménages », y compris par le biais d'emplois corrects et bien rémunérés (point 9 des deux documents), représente un changement positif par rapport aux politiques de déréglementation antérieures. Il en va de même pour l'accent porté sur les jeunes, l'emploi informel et le sous-emploi (point 5 de la Déclaration conjointe, notamment) ainsi que pour la référence aux « investissements dans des emplois de qualité dans le respect total des principes et droits fondamentaux au travail » (point 4). Ces propositions sont bien accueillies par le L20, mais il est essentiel qu'elles se traduisent par des modifications profondes des politiques applicables, lesquelles s'opposent totalement à ce discours à l'heure actuelle.

Le L20 a manifesté son soutien constant au renouvellement du mandat de l'ETF et considère la poursuite de son travail de surveillance et de sa collaboration avec les partenaires sociaux comme étant

⁶<http://www.ituc-csi.org/sondage-d-opinion-mondial-2013-de?lang=fr>

crucial (point 20 de la Déclaration des ministres du Travail). Cependant, il n'existe aucune proposition de collaboration entre l'ETF et le volet financier du G20, ni d'engagement clair en faveur d'une coordination politique renforcée ou d'une deuxième Réunion conjointe dans le cadre de la présidence australienne du G20.

Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS)

Lors de la Réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales les 19 et 20 juillet, l'OCDE a présenté son plan d'action pour mettre un frein à « l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices » (BEPS)⁷ par les multinationales. Ce plan d'action, longtemps attendu, sera soumis à approbation du G20 lors de la Réunion à Saint-Pétersbourg en septembre 2013. Il a pour ambition de mettre un terme à l'optimisation fiscale agressive des entreprises. Mais il doit pour cela être mis en œuvre de manière efficace. Il se compose de 15 mesures visant à renforcer les règles relatives à la fiscalité des entreprises et à lutter contre les dispositifs fiscaux des entreprises ayant pour objectif d'éviter l'imposition en manipulant les prix de transfert intra-groupe entre les filiales et l'utilisation de sociétés-écrans dans les pays où l'impôt est faible. Les enjeux fiscaux issus des systèmes de production et de services mondialisés, de l'économie numérique et de l'importance grandissante des actifs incorporels dans la génération de bénéfices des sociétés sont largement couverts par le Plan d'action.

Consultations des partenaires sociaux et session conjointe du B20 au Sommet du L20

Lors de la réunion de consultation du 18 juillet rassemblant les partenaires sociaux et les ministres du Travail du G20, les représentants du L20 ont souligné la nécessité d'adopter des mesures concrètes visant à faire basculer la hausse du chômage et des inégalités et la baisse de la croissance. Ils ont également insisté sur l'importance de l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (PME), de la mise en place d'un socle de protection sociale au niveau mondial, des investissements à long terme et de la réduction de l'emploi informel. Une réunion consultative avec le B20 a également été organisée dans le cadre du Sommet du L20, pour discuter des difficultés potentielles posées par une future collaboration. Une Déclaration conjointe sur l'apprentissage de qualité⁸ a par la suite été présentée au cours d'une conférence de presse. Cette déclaration présente des principes communs visant à mettre en place des apprentissages de qualité au niveau des entreprises et des pays, notamment en mettant fin aux apprentissages peu ou pas rémunérés et aux conditions de travail abusives pour les jeunes. Elle était accompagnée d'une lettre conjointe à l'attention des ministres du Travail et des Finances du G20, demandant des investissements et la réduction des emplois informels. Les prochaines étapes de la coopération L20-B20 seront débattues et présentées au cours d'une réunion de l'ETF en octobre.

Prochaines étapes

Les dirigeants et les ministres du G20 doivent désormais concrétiser leur discours en adoptant des politiques. Les sociétés sont encore soumises à des réformes structurelles, des politiques d'austérité et des marchés du travail plus flexibles. Il doit y être mis fin au plus vite à la lumière des réalités économiques, des preuves irréfutables que ces mesures ne sont pas bénéfiques et des déclarations ministérielles à Moscou. La situation est en effet de plus en plus intolérable : le monde compte 200 millions de chômeurs et les prévisions de croissance sont toujours plus pessimistes. Les ministres du Travail et l'ETF doivent contrôler la réalisation des engagements convenus par le passé, identifier les bonnes pratiques et promouvoir les politiques favorables à l'emploi des jeunes et au

⁷<http://www.oecd.org/fr/presse/ocde-demande-aux-ministres-des-finances-du-g20-dapporter-leur-appui-aux-prochaines-etapes-dans-la-lutte-contre-levasion-fiscale.htm>

⁸http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/0C/F3/document_news.phtml (disponible en anglais uniquement)

renforcement des compétences afin d'assurer l'employabilité des générations futures. L'ETF doit également travailler en étroite collaboration avec le volet finance et permettre la relance de la demande globale.

Il est indispensable que, lors de la Réunion des dirigeants de septembre, un plan d'action exhaustif pour l'investissement et la création d'emplois soit élaboré en vue d'améliorer la situation de l'emploi et de favoriser la mise en place de salaires justes et la protection sociale pour relancer la croissance. Le L20 espère prendre part au processus en rencontrant les chefs d'État. Dans le cadre de la présidence australienne du G20, les syndicats œuvreront en faveur d'une institutionnalisation plus poussée du L20, qui se traduira par sa participation régulière aux réunions des sherpas et par l'obtention d'un statut de consultant auprès de l'ETF dans son travail de suivi et ses réunions. Étant donné les problèmes pressants qui se poseront dans le monde à l'avenir, le L20 espère que les gouvernements du G20 s'attèleront immédiatement à modifier leurs politiques.